

## MOUVEMENT SOCIAL EN GUYANE

Mesdames, Messieurs,

Après deux semaines de conflits, le Conseil d'administration de la Fédération Régionale du Bâtiment et des Travaux Publics de Guyane (FRBTPG) constate que les positions des principaux acteurs concernés restent figées.

Le collectif « POU LAGWYANN DEKOLE » a demandé le déblocage immédiat d'un montant de 2,5 milliards d'euros, pour lancer des investissements d'infrastructures de rattrapage.

L'Etat maintient ses propositions d'un plan d'urgence immédiat de «plus d'un Milliard d'euros», suivi d'un plan de convergence prévu par la loi Egalité Réelle Outre-Mer (EROM).

Le Conseil d'administration appelle les parties à procéder à une évaluation fine du montant acté afin d'en évaluer les retombées directes et indirectes pour le territoire. Cette analyse permettra d'identifier les écarts réels entre les deux positions.

Au-delà de ce constat, les entreprises du BTP, qui subissent les effets de la crise de 2013, informent l'ensemble des parties de leur situation et des conséquences dramatiques que font naître les blocages pour leur survie. Cette situation ne peut pas perdurer.

C'est ainsi qu'elles affirment qu'elles sont déjà dans l'incapacité d'assurer l'ensemble de leurs charges et leurs obligations financières. Elles appellent les collectivités à mettre tout en œuvre pour traiter au plus vite les factures en souffrance.

Avec une volonté d'apaisement, le Conseil d'administration se déclare disponible pour rencontrer une délégation du collectif pour évoquer la situation des entreprises du BTP.

**Pour le Conseil d'administration de la FRBTPG**  
**Franck HO-WEN-SZE, Président**